

Bull et les enjeux sociaux et politiques des technologies de l'information et de la communication (TIC)

Mireille Collange*

La situation de Bull est très sérieuse. Le groupe a été amené au bord du dépôt de bilan et le démantèlement est en cours d'aboutissement.

Les résultats de la privatisation

En 1994, la Commission européenne, au nom de la concurrence, avait décidé d'empêcher les États de la communauté de soutenir leurs constructeurs informatiques. Ainsi, pour Bull, elle a conditionné la dernière capitalisation de son actionnaire principal, l'État, à son engagement dans un processus de privatisation.

Par la suite, malgré les interventions répétées des organisations syndicales auprès de Bercy et de Matignon, le gouvernement et France Télécom, pourtant actionnaires principaux, avec 34% du capital, ont, dans les faits, choisi d'abandonner ce secteur.

Quant au ministère de l'industrie, il se réfugie derrière des analyses qui présentent l'avenir de manière la plus prometteuse pour masquer sa capitulation devant les décisions européennes de 1994 et l'acceptation de laisser aux marchés financiers la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Cela explique la succession d'abandons d'activités et le renoncement à aider ce secteur en pleine expansion à s'adapter aux rapides évolutions.

Des gâchis humains et sociaux

Pour un secteur en pleine dynamique, les suppressions d'emplois envisagées apparaissent comme un immense gâchis et interrogent.

* Ingénieure chez Bull.



Il faut non seulement disposer des outils, mais aussi les concevoir en conformité avec notre culture.

A Bull, les salariés âgés, privés de perspectives et lassés, attendent et espèrent des solutions de préretraite. Les plus jeunes et les plus qualifiés quittent Bull pour des sociétés de services, voire Intel aux États-Unis pour certains.

Or, la mise en déclin de la seule entreprise européenne importante de l'industrie informatique est en totale contradiction avec les objectifs du sommet de Lisbonne visant à promouvoir la société de la connaissance et de l'information pour résister à la domination des États-Unis. C'est donc à partir de ces enjeux et en appréhendant l'ensemble des activités concernées par des technologies de l'information et de la communication qu'il faut réexaminer le cas Bull.

L'informatique intervient dans toutes les activités industrielles et de services

L'industrie de l'information et de la communication est confrontée à des impératifs liés au fait que l'objet véhiculé est de l'information : des don-

nées sont traitées, stockées et transportées. Tous les acteurs attendent une fiabilité maximale de ces activités.

L'informatique est au cœur de l'industrie, dans tous les secteurs. Ce qui fait appel à un vaste champ de compétences et nécessite d'importantes ressources financières.

C'est la capacité européenne et française d'innovation sur les matériels qui se joue avec la maîtrise des technologies de l'information et de la communication.

Les activités de hautes technologies (aéronautique, automobile, recherche médicale ...) impliquent de maîtriser aussi l'outil d'aide à la conception. Ainsi il faut non seulement disposer des outils, mais aussi être en capacité de les concevoir en conformité avec notre culture. L'uniformisation qui réduit les espaces d'imagination et la créativité, comme nous le voyons avec Microsoft ne permet pas d'enrichir le savoir-faire. L'industrie ne peut qu'en souffrir à plus long terme.

Plusieurs exemples peuvent illustrer ce danger, montrer la diversité des activités concernées par ces technologies et renforcer le besoin de consolidation d'un constructeur européen :

- l'uniformisation des matériels et des logiciels (en Europe, il ne reste qu'une industrie du logiciel : SAP) a pourri certains métiers. La banalisation d'une seule méthode de gestion des entreprises, faute de logiciel alternatif en est une illustration avec pour conséquences des professions profondément atteintes, déstructurées. Les salariés y perdent leurs espaces de créativité :

- selon le livre blanc de l'informatique, l'insuffisance de maîtrise informatique et de capacité de conception, fabrication et services « plombe » toute l'économie. On y observe le retard pris par la France et de l'Europe sur les Etats-Unis. Or, comme dans ce pays, ces technologies pourraient contribuer au soutien de la croissance économique. Ainsi selon une étude américaine, sur la période 1996-1999 « l'accumulation de capital en technologie de l'information aurait été à l'origine d'un quart de l'accélération de la croissance de la production industrielle ; les effets bénéfiques sur les autres secteurs expliqueraient, quant à eux, un quart de l'accélération de la production industrielle » (1) ;

- nous sommes à une époque charnière qui offre pour les technologies de l'information et de la communication des opportunités de progrès car elles concernent l'éducation, le partage des savoirs et des expériences. Mais aussi des domaines aussi divers que la protection de la vie privée, des

données techniques et scientifiques, l'interopérabilité des réseaux, la construction du télédiagnostic, le travail en réseaux ou le télé-enseignement. On le voit, les projets ne devraient pas manquer :

- pour des questions d'indépendance et d'efficacité, et parce que les télécommunications et les services informatiques sont techniquement liés, les services publics et privés de la communication de la communauté européenne n'ont-ils pas besoin de s'appuyer sur un constructeur informatique européen ?

- face aux besoins en capacité de stockage et de traitement de gros volumes de données, du fait de la circulation croissante d'informations (dont l'image), n'a-t-on pas déclaré la fin des grands systèmes un peu trop vite ? Ce marché est-il définitivement fermé ?

- face à l'évolution des matériels et des logiciels et aux difficultés dans l'intégration de systèmes que rencontrent les sociétés de services informatiques dans l'intégration de systèmes, les constructeurs ne restent-ils pas les mieux placés pour intégrer des solutions complètes ?

- la recherche fondamentale a besoin d'être dotée d'outils spécifiques pour innover dans des secteurs de plus en plus spécialisés. Mais, aujourd'hui, on constate que certaines entreprises se dégagent de l'investissement en recherche et développement. Par exemple, on a depuis longtemps abandonné le terrain des calculateurs scientifiques.

L'industrie informatique s'est alimentée de la recherche et inversement de nombreuses applications de résultats de la recherche fondamentale ont pu être exploitées dans l'industrie informatique. Cela a contribué à transformer le paysage industriel.

Le besoin d'une politique industrielle

Une politique de développement industriel de l'informatique est donc un défi important pour l'emploi et pour la création de richesses. Le gouvernement devrait poser clairement les axes d'une stratégie technologique et industrielle avec les moyens financiers pour s'y engager.

L'informatique est un secteur potentiellement porteur de nombreux emplois et particulièrement d'emplois hautement qualifiés. Il draine aussi autour de lui beaucoup d'emplois périphériques. Aujourd'hui, on assiste

à la fuite de ces compétences spécialisées en recherche et développement vers d'autres secteurs plus porteurs d'avenir du fait de l'abandon de cette industrie et de l'absence de perspectives et de carrière pour les jeunes diplômés. La disparition de l'industrie informatique en Europe entraînerait la perte de compétences qui existent encore aujourd'hui. Or, certaines, comme en architecture des systèmes, seront nécessaires dans l'avenir. La reconstitution de ce niveau d'expertise pourrait alors s'avérer extrêmement coûteuse. Il y a donc urgence que les savoir-faire reconnus par les utilisateurs soient développés.

Il faut se libérer de la domination d'un seul fournisseur dans le monde comme Intel ou Microsoft.

Est-ce que la France et l'Europe vont démissionner de leurs responsabilités ?

Le risque est technologique et financier. L'Europe n'a plus actuellement un seul constructeur parmi les dix premiers mondiaux. Le dernier (Bull) risque de disparaître. Ce qui la rendrait tributaire des Etats-Unis ou du Japon.

La stratégie du gouvernement à moyen et long terme est lourde de conséquences en termes de maîtrise sur l'avenir du pays. On parle de domination des USA et en même temps on détruit ce qui peut y répondre. Les orientations technologiques constituent un enjeu politique dont le citoyen ne doit pas être exclu.

Si nous renonçons à être un acteur de l'industrie informatique, quelle indépendance pour la défense et la sécurité nationale ?

Si demain, l'Europe n'a plus accès à certains outils, des projets comme Airbus et Ariane pourront-ils survivre ?

Plusieurs types de financements pourraient être mobilisés, de l'ampleur des investissements à effectuer, des objectifs de créations d'emplois et de mise en formation et des finalités poursuivies.

- Pour de telles activités; « le financement public (aides nationales et européennes (budget européen) et l'endettement public) pourrait être mobilisé pour les investissements matériels et immatériels ou la création d'emplois directs stables puisqu'il s'agit d'investissements pour l'avenir; l'endettement ne peut aucunement être assimilé à un transfert de charges sur les générations futures » (2).



Bull a reçu en juin 2000, du magazine La Vie financière, le 2ème prix du meilleur service aux actionnaires. Tout un symbole !

• Pour les investissements et les créations indirectes d'emplois dans le secteur des NTIC, les pouvoirs publics pourraient inciter les entreprises concernées qui le souhaitent à accéder « aux aides sous forme d'avances remboursables, de garanties des prêts, de bonification des crédits bancaires sans être dans l'obligation de lever des fonds le marché boursier (compartiments actions et obligations) » (3). D'autres entreprises pourraient financer leurs investissements, « à partir de leurs capacités d'autofinancements ou, ce qui revient à peu près au même, en mobilisant l'épargne salariale affectée dans les comptes courants bloqués de l'entreprise ».

• Pour les investissements et les

créations d'emplois induites par le développement des nouvelles technologies, il s'agirait de dépasser la problématique exclusive des incitations financières au capital risque. « Ce type de financement a déjà montré ses limites : faiblesse des ressources financières affectées par les épargnants à ces placements risqués, sélectivité forte par la rentabilité exigée pour les projets et exigüité du budget européen (communautaire) dans un contexte de restrictions budgétaires et de vide européen en matière de politique industrielle » (4).

Par contre, « la mobilisation plus large du crédit à travers la BDPME et la BEL, la consommation entière des crédits des fonds européens et régionaux pour l'emploi (Fonds européens

de développement économique des régions et Fonds social européen) et l'utilisation des fonds de l'épargne salariale mutualisée dans des PEI et des PPESV radicalement réformés pourraient insuffler une nouvelle dynamique de financement à la hauteur des objectifs poursuivis par un grand projet de développement des NTIC ». n

1. Que se cache-t-il derrière la nouvelle économie ? Nasser Mansouri, 70 pages, V.O. éditions 2001.

2. « une politique industrielle pour favoriser la création d'emplois, les mises en formation massives et le développement des capacités humaines » Document édité par la commission politique énergétique et industrielle du PCF.

Abdelmajid Guelmami. Contact : 01 40 40 13 15.

3. Idem.

4. Idem.

Fusion Usinor-Arbed-Aceralia : Construction d'une riposte politique européenne

Roger Tirlicien*

En liaison avec les projets « politique industrielle » et « Europe » du Conseil national du PCF, la Fédération de Moselle a favorisé une rencontre des communistes du groupe Usinor. Cette première réunion a naturellement répondu à l'exigence d'une appréciation politique du Parti communiste sur les enjeux de cette fusion et s'est concrétisée par la diffusion d'un tract national et l'organisation d'une rencontre européenne à Sérémange (Moselle), au cœur du bassin sidérurgique lorrain.

L'idée de cette rencontre européenne est née de relations régulières qu'entre-

tiennent les responsables communistes avec la Gauche Luxembourgeoise, le PDS et le DKP de Rhénanie-Palatinat et de Sarre et le PC belge, dans le cadre d'échanges transfrontaliers.

Nécessité d'une rencontre européenne aussi, avec les réflexions des communistes de la sidérurgie notant que la fusion « Usinor-Arbed-Aceralia » n'est pas qu'un problème national mais pose bien des questions appelant l'intervention des salariés, des citoyens, des syndicats et des partis politiques des pays concernés.

Face à la construction d'une Europe marchande, d'une Europe libérale, l'exigence d'une réponse progressiste pour une Europe sociale, pour une Europe solidaire par un développement durable et maîtrisé, respectueux de l'environnement est soulevée.

Dans cet esprit, le Parti communiste a pris l'initiative d'ouvrir le débat !

L'objectif : débattre des enjeux de cette fusion des trois groupes européens avec les salariés, les organisations syndicales, les partis politiques de gauche des pays européens concernés et examiner les convergences afin d'élaborer une riposte politique de niveau européen.

La gauche luxembourgeoise, des représentants de l'OGBL, des syndicats CGT, le PDS de Sarre et de Rhénanie-Palatinat avaient répondu présents, comme les parlementaires socialistes lorrains du secteur. Le DKP de Sarre et de Rhénanie-Palatinat et le PC de Belgique s'étaient excusés.

Pour nous communistes, il s'agissait avant tout, dans le respect des diversités et du rôle de chaque organisation, de se mettre autour d'une table, afin

* Secrétaire de la Fédération de Moselle du PCF.

d'entendre tous les points de vue, l'approche de chacun sur ce dossier lourd de conséquences pour les sidérurgistes comme pour les politiques industrielles nationale et européenne.

Ecouter, entendre pour construire une réponse politique progressiste porteuse d'un projet ambitieux, industriel, moderne répondant aux besoins, pérennisant et développant l'emploi.

Les salariés, les syndicalistes comme les communistes ont exprimé leurs vives inquiétudes à partir de l'histoire ininterrompue des restructurations successives menées dans chaque pays par les trois groupes sidérurgiques : chaque fois des réductions massives d'emplois, et des pertes de ressources considérables pour les collectivités locales, en particulier en France.

Il apparaît des difficultés à mobiliser en raison d'une pyramide des âges favorable aux départs anticipés, et hormis la CGT, clairement opposée à la fusion, les autres organisations syndicales y semblent favorables.

Un débat sans concession certes, mais d'écoute réelle a permis de préciser certaines propositions du Parti Communiste concernant entre autres :

- la retraite à 55 ans, voire à 50 ans pour les travaux pénibles, la nécessité de coopérations industrielles entre les trois groupes débattues avec les représentants des salariés et les États afin de répondre aux besoins ;

- L'évolution des techniques et la mise en commun de moyens pour un véritable développement et le droit à de vraies formations par la sécurité d'emploi et de formation dans une mobilité ascensionnelle (et/ou géographique) librement choisie ;



Cours de la Bourse, cours de l'action, les portails internet des groupes illustrent ce qui guide les stratégies d'entreprise aujourd'hui : l'actionnaire, la rentabilité financière.

- l'avenir de la sidérurgie qui est appelée à se développer ;
- l'emploi des jeunes.

Le débat a également permis de définir des pistes de travail pour les prochains mois, dans l'attente d'une nouvelle rencontre dont le principe a été accepté par tous les partenaires présents.

En France :

Une adresse en direction du Préfet.

Une motion pour les conseils municipaux.

Un tract, afin de saisir tous les « institutionnels » de ce dossier, de positionner les élus et faire mieux connaître les raisons de cette fusion et les premières réponses possibles ouvrant la voie à la riposte politique.

Au Luxembourg :

Aloyse BILDORF, député de la gauche luxembourgeoise va interpellier le gouvernement de son pays, actionnaire principal d'ARBED.

Des syndicalistes OGBL présents ne partageant pas la position de leur direction nationale ont trouvé dans ce large échange un intérêt pour la démarche.

En Allemagne :

Le PDS interpelle ses élus au Parlement Européen

Le DKP et le PDS vont sensibiliser les salariés d'USINOR de leurs Länders.

Au niveau européen :

Il est convenu de s'adresser conjointement au groupe de la gauche unie afin que cette fusion soit débattue au Parlement européen.

Manifestement le sentiment général qui prévalait à la fin de cette rencontre, c'est un Parti communiste prenant l'initiative politique d'une réponse européenne sur la nécessité d'un projet industriel où les intérêts des salariés en France et en Europe soient préservés par des coopérations permettant des développements mutuellement avantageux.

La riposte politique européenne se dessine. Il conviendra de tenir les engagements et de poursuivre nos rencontres pour que celle-ci s'impose et impose à l'Europe des choix sociaux et industriels conformes aux intérêts des peuples. n

